



**MISSION PERMANENTE DU NIGER
AUPRES DES NATIONS UNIES**
417 EAST 50TH STREET, NEW YORK, NY 10022
Tel. ; 5212) 421 – 3260/86 Fax: 212 753 6931
E-mail: nigermission@ymail.com

***INTERVENTION DU DIRECTEUR GENERAL DES RELATION MULTILATERALES
DU MINISTERE DES AFFAIRE ETRANGERES, DE LA COOPERATION, DE L'INTEGRATION
AFRICAINNE ET DES NIGERIENS A L'EXTERIEUR
DE LA REPUBLIQUE DU NIGER***

MONSIEUR BOUBACAR ADAMOU

Débat Général
Point 3 (a) de l'Ordre du Jour

**2^{ème} FORUM DE L'ECOSOC SUR LE SUIVI
DU FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT**

NEW YORK, 22-25 MAI 2017

MONSIEUR LE PRESIDENT

MESDAMES ET MESSIEURS

C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant ce forum sur le suivi du financement du développement, le deuxième du genre.

Ma délégation s'associe aux déclarations faites par l'Equateur au nom du Groupe des 77 et la Chine et celles faite par le Cameroun au nom du Groupe Africain et le Bangladesh au nom du Groupe des Pays les Moins Avancés.

Monsieur le Président,

L'année 2015 a été une année charnière dans les efforts de la communauté internationale pour assurer un développement durable et inclusif avec l'adoption de l'Agenda 2030 et le Plan d'Action d'Addis Abeba sur le financement de développement.

Mais force est de constater qu'après deux ans de mise en œuvre, et comme il ressort clairement du 2^{ème} Rapport du Groupe de Travail Interinstitutions (IATF), es résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des sept domaines d'actions du Programme d'Action d'Addis ne sont pas rassurantes. Cela laisse présager que les groupes des pays en situations particulières risquent de manquer au rendez-vous de 2030. Cet état de fait nous interpelle à redoubler d'efforts dans le cadre du respect des engagements pris afin de ne laisser personne de côté.

Monsieur le Président

Au plan national, le Niger a initié des réformes ambitieuses dans le secteur de la fiscalité en vue d'accroître la mobilisation des ressources internes pour son développement et de l'amélioration du climat des affaires pour attirer plus des investissements directs étrangers. Mais sa situation de pays structurellement fragile a été compliquée par des facteurs conjoncturels. Il s'agit notamment de la sécheresse, une forte croissance démographique et une faible valorisation des opportunités économiques.

A cela s'ajoute, ces dernières années, le défi sécuritaire du fait de l'effondrement de la Libye, la crise socio-politique au Mali et l'insurrection de Boko Haram dans la région du Lac Tchad. Cet état de fait a contraint le Niger à réorienter plus des ressources pour la sauvegarde de l'intégrité de son territoire au détriment des investissements dans les secteurs sociaux de base.

Monsieur le Président,

C'est pourquoi, nous appelons aux respects des engagements pris dans le cadre de l'aide publique au développement, le commerce équitable et basé sur les règles, le renforcement des capacités des pays en développement pour les aider à mieux mobiliser leurs propres ressources.

Nous pensons aussi que l'équité et le respect des règles du commerce internationales, l'accès à des sources de financements et le transfert de technologie à des conditions préférentielles sont cruciaux que les groupes des pays en situation particulière arrivent à accomplir des progrès dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sur le développement Durable (ODD).

Je vous remercie.